



Direction Départementale de la Cohésion Sociale

Bureau des associations
BP 10560 - 4 rue Micheline Ostermeyer
86021 POITIERS Cedex
Ouverture public : 8h30 - 12h00, Lundi au Vendredi
Tél. : 05 49 18 57 23
ddcs-bureau-associations@vienne.gouv.fr

Le numéro W161003151
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W161003151

Ancienne référence
de l'association :
0161098167

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

La Préfète de la Vienne

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **25 novembre 2016**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :
DIRIGEANTS, OBJET, SIEGE, STATUTS, TITRE
dans l'association dont le nouveau titre est :
LIGUE NOUVELLE-AQUITAINE FFSS
dont le nouveau siège social est situé : **57 rue DE LA GANTERIE**
86000 Poitiers
Décision(s) prise(s) le(s) : **12 novembre 2016**
Pièces fournies : **Statuts**
Procès-verbal
liste des dirigeants

Poitiers, le 29 novembre 2016

Pour la Préfète, par délégation

Pour la directrice de la cohésion
sociale de la Vienne
et par délégation
Le coordonnateur vie associative

Patrick BALLON

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3
Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.
Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.